Le vote décentré ? Renouvellement générationnel et rapport à la participation électorale en France

« Le vote mutile[1] »

Introduction

Les travaux internationaux concluent généralement à une baisse de la participation électorale dans la plupart des démocraties occidentales. C'est notamment la conclusion tirée récemment par Pascal Delwitt[2] à partir d'une enquête portant sur 35 pays et 402 élections. En France, on s'inquiète de l'évolution vers une « démocratie de l'abstention »[3]. L'abstention au niveau individuel serait alors le signe d'un défaut d'intégration sociale[4] ou de l'incompétence politique des individus[5], tandis qu'au niveau collectif l'abstention aboutirait à renforcer les inégalités sociales de voix politique[6]. Pourtant un paradoxe demeure. Les citoyens n'ont jamais été aussi diplômés[7] et les moyens de s'informer n'ont jamais été aussi développés en France et ailleurs. Cela aurait dû déboucher sur un « *supercitizen* »[8] et pourtant l'abstention a progressé. Plusieurs recherches pointent comme explication possible le renouvellement générationnel[9].

L'objectif ici est de le vérifier et surtout de mettre en évidence que derrière le renouvellement générationnel, on assiste à un *décentrement du vote* dans le rapport au politique des citoyens. Ce décentrement se traduit par la montée de l'abstention intermittente. Les cohortes anciennes seraient marquées par une culture de déférence, tandis que les plus récentes seraient plus marquées par une citoyenneté distante[10]. La première serait faite de confiance et de remise de soi[11] aux partis et à la classe politique, de vote motivé par le devoir[12]. La forte participation aux

[1] Tag relevé au marché des Capucins à Bordeaux, le 3 avril 2017.
[2] Pascal Delwit, « The End of Voters in Europe ? Electoral Turnout in Europe since WWII », *Open Journal of Political Science*, 3 (1), 2013, p. 44-52.
[3] Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, *La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation en milieu populaire*, Paris, Folio, 2007.
[4] Alain Lancelot, *L'abstentionnisme électoral en France*, Paris, Armand Colin, 1968.
[5] Robert E Lane, *Political man*, New York, Free Press, 1972.
[6] Kay Lehman Schlozman, Sidney Verba, Henry E. Brady, *The Unheavenly Chorus. Unequal Political Voice and the Broken Promise of American Democracy*, Princeton, Princeton University Press, 2012.
[7] En 1968, on comptait en France 8 % de bacheliers et de diplômés de l'enseignement supérieur contre 45 % qui n'avaient aucun diplôme ; en 2006, on compte 37 % de bacheliers contre 20 % sans diplôme.
[8] Russell J. Dalton, *Citizen Politics in Western Democracies. Public Opinion and Political Parties in Advanced Industrial Democracies*, Chatham, Chathan House, 1988.
[9] Dalton Russel, *The Good Citizen. How a Younger Generation is Reshaping American Politics*, Washington DC, CQ Press, 2007 ; André Blais, Daniel Rubenson, « The Source of Turnout Decline. New Values or New Contexts ? » *Comparative Political Studies*, 46 (1), 2013, p. 95-117 ; Vincent Tiberj, *Les citoyens qui viennent*, Paris, PUF, 2017.
[10] V. Tiberj, *Les citoyens…, op. cit.*
[11] Daniel Gaxie, *le cens caché. Inégalités culturelle et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978.

scrutins ne serait donc pas nécessairement le signe d'un intérêt fort pour les affaires publiques, mais plutôt l'allégeance au système politique et à la démocratie représentative. En revanche la seconde est caractérisée par une certaine critique à l'égard de la politique telle qu'elle se fait et notamment les acteurs classiques qui l'incarnent. Le vote aurait alors perdu de sa centralité.

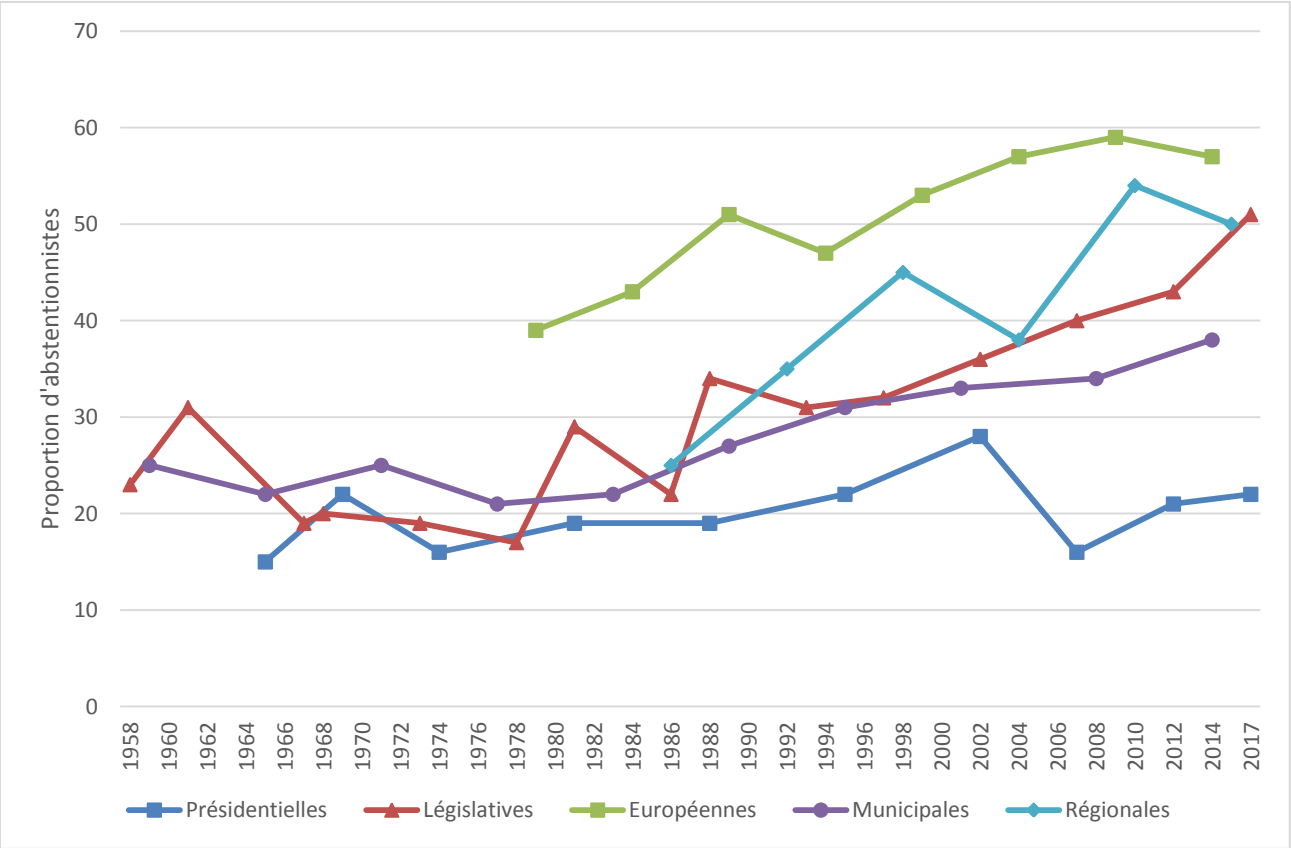
Néanmoins je propose que deux phénomènes sont à l'œuvre derrière ce décentrement. Dans un cas, on retrouve une abstention intermittente associée aux inégalités sociales qui fait que les peu diplômés, les membres des catégories populaires seraient de moins en moins présents dans les urnes. Plus les membres de ces catégories sont nés récemment plus ils ont de chances de s'abstenir à certaines élections. Cette évolution s'explique aussi par la baisse des micro-incitations au vote dans ces strates de la société. Dans l'autre cas, on a affaire à des citoyens pour qui le vote s'est banalisé au profit d'autres formes de politisation et de participation. Pour ceux-ci, le vote ne suffit plus. On se rapproche des théories des acts of citizenships[13] dans lesquels les individus mobilisent d'autres formes d'actions et d'engagements que les formes traditionnelles et trop contraignantes de la participation politique conventionnelle.

Pour montrer cette évolution, cet article propose de mener des analyses à partir d'un fichier cumulé des enquêtes participation de l'INSEE qui couvre la période 2002-2017 pour mettre en évidence les évolutions de l'abstention au prisme des générations et à partir du panel DYNAMOB qui permet de suivre les mêmes individus depuis septembre 2013 et donc couvre leur comportement électoral des élections municipales de 2014 aux élections législatives de 2017. Les enquêtes participation permettent de mesurer au mieux les logiques sociologiques de l'abstention, notamment parce qu'elles mesurent les comportements réels des individus. Mais elles ne comptent aucune variable permettant de faire rentrer les facteurs politiques dans l'équation et on verra qu'ils sont essentiels. L'intérêt du panel DYNAMOB est triple. D'abord tous les types d'élections ont été couverts ce qui permet de prendre en compte comme les enquêtes participation l'abstention intermittente. Ensuite il balaye au-delà de l'élection présidentielle dont on va voir qu'elle constitue une exception en termes de participation. Enfin il a été pensé pour saisir le rapport au politique des panélistes et pour comparer les différentes dynamiques de campagne, notamment en mettant la focale sur les micropressions auxquels les panélistes peuvent être confrontés ; il permet alors de prendre en compte la dimension collective du vote.

L'abstention, une affaire d'élection

Graphique 1 : L'abstention sous la V^{e} République

[12] Sophie Duchesne, *Citoyenneté à la française*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997 ; R. J. Dalton, *The Good Citizen…*, *op. cit*.
[13] Engin F. Isin, Greg M. Nielsen (eds), *Acts of citizenship,* London, Zed Books, 2008.



Sous la V[e] République, la participation aux différents scrutins reste un comportement répandu et généralement majoritaire, y compris dans les années 2000 et après. Exception faite des européennes, les élections historiquement les moins mobilisatrices, ce n'est qu'en 2012 pour les élections régionales et en 2017 pour les élections législatives que les abstentionnistes ont dépassé la barre des 50 %.

L'abstention dépend de plus en plus du type d'élections. On peut ainsi calculer les écarts maximaux de participation lors des mandats présidentiels pour les trois élections présentes sur l'ensemble de la période. La variation maximale de participation est de 16 points entre 1958 et 1965 (essentiellement à cause des élections législatives de 1962), mais entre 1965 et 1969 elle stagne à 7 points de différence et 9 points entre 1969 et 1974. Entre 1969 et 2002, les écarts maximaux oscillent entre 13 et 15 points. À partir de 2002, ils tournent autour de 23 points. Si on reprend le même indicateur, mais en l'appliquant cette fois à toutes les élections à partir de la période 1981-1986, les écarts de participation passent alors de 24.5 points à 43 points pour la période ouverte en 2007. On atteint 29 points en 2017.

Le contexte électoral (l'agenda, les postes en jeu, les candidatures) joue de plus en plus dans le fait de voter ou de s'abstenir et peut permettre des retours aux urnes parfois de grandes ampleurs. C'est le cas pour les élections présidentielles en général, mais aussi pour les régionales de 2004,

par exemple. On ne peut donc pas répondre simplement que l'abstention progresse en France, cela dépend énormément de l'élection[14].

Les approches classiques qui pointent les inégalités sociopolitiques ou l'intégration sociale ne suffisent donc pas à expliquer pourquoi un individu vote à une élection ou s'abstient à une autre. Cette montée en puissance du contexte semble plus en adéquation avec le « *civic voluntarism model* » proposé par Sidney Verba, Kay Lehman Schlozman et Henry E. Brady[15]. Pour qu'il y ait participation, il faut trois conditions : 1°) que les citoyens soient capables de remplir leur rôle (ce qui pose la question des inégalités de compétence politique) ; 2°) qu'ils soient disposés à le faire (par intérêt, engagement ou appétence) et ; 3°) qu'on le leur demande.

La condition 2 renvoie à notre hypothèse d'un rapport au vote en train d'évoluer : dans le cadre d'un vote de devoir, la tendance à participer reste stable d'une élection à l'autre parce que les individus le font par obligation morale (envers les anciens ou la société), ce qui semble correspondre aux élections des années 1960 et 1970 ; mais si le vote est conditionné par l'intérêt qu'un électeur y trouve, on peut postuler que voter pour un président l'est plus que pour des députés européens, vu leurs poids respectifs dans les prises de décision publique. La condition 3 est également essentielle en ce qu'elle remet dans l'équation la part des acteurs politiques et médiatiques ainsi que de la société, dans le développement d'incitations à participer. Par en haut, on sait que la mobilisation des professionnels de la politique et des journalistes n'est pas la même quand il s'agit d'une élection présidentielle ou d'élections européennes et cela aura un impact sur le « rappel aux urnes » des électeurs. Par en bas, « l'effervescence électorale »[16] diffère aussi : les chances pour qu'un électeur soit incité à aller voter par ses collègues de travail, ses amis, sa famille seront plus ou moins fortes selon que l'élection est de « haute » ou « de basse intensité »[17]. Enfin, distinguer les conditions 2 et 3 est essentiel en ce qu'elles permettent de lier ensemble la dimension personnelle et collective de la participation politique. En cela on évite (ou tout au moins on minore) la fallace atomistique qu'on trouve souvent dans les travaux de sociologie électorale[18].

Les variations générationnelles de l'abstention

En France, la participation électorale reste donc stable pour les élections présidentielles, mais varie de plus en plus d'un type de scrutin à l'autre. À notre sens, cette variation est portée par le

[14] C'est un point qui nous sépare des travaux d'André Blais ou de Rubinson pour qui le déclin de la participation ne se questionne pas. En France, c'est la participation systématique qui décline.

[15] Sidney Verba Sidney, Kay Lehman Schlozman, Henry E. Brady, *Voice and Equality. Civic Voluntarism in American Politics*, Cambridge, Harvard University Press, 1995.

[16] Éric Agrikoliansky, Lorenzo Barrault-Stella, Clémentine Berjaud, Thibaud Boncourt, Julien Fretel, Daniel Gaxie, Anne-France Taiclet, *Les sens du vote. Une enquête sociologique (France, 2011-2014)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2016.

[17] C. Braconnier, J.-Y. Dormagen, *La démocratie…, op. cit*.

[18] Céline Braconnier, *une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives.* Paris, Lextenso/LEJEP, 2010.

renouvellement générationnel. Pour le montrer, nous allons recourir aux enquêtes participations de l'INSEE.

Les enquêtes participation : présentation et bilan des résultats

Ces enquêtes ont acquis une place centrale dans la mesure et l'explication du rapport au vote en France[19]. Elles présentent quatre avantages majeurs. *Premièrement*, elles sont fondées sur l'échantillon démographique permanent et donc couvrent une palette de situations sociales beaucoup plus larges que les sondages classiques qui peinent à toucher les citoyens les plus pauvres[20]. *Deuxièmement*, elles recensent des comportements réels de participation, dûment relevés par les enquêteurs de l'INSEE à partir des listes d'émargement et non des déclarations qui peuvent être affectées par la désirabilité sociale ou des reconstitutions de comportements erronés, ce qu'on retrouve dans la plupart des enquêtes sociopolitiques par sondage, en France et ailleurs. *Troisièmement*, la taille de l'échantillon est particulièrement importante (par exemple, plus de 39 000 personnes enquêtées en 2007-2008). *Quatrièmement*, elles prennent la forme d'un panel puisqu'au minimum on peut suivre le comportement d'individus lors de quatre tours de scrutins présidentiels et législatifs, mais aussi pour l'enquête 2007, les élections municipales de 2008 et pour l'enquête 2002, les élections régionales et européennes de 2004. On peut donc tester le rapport au vote entre les types d'élections.

Plusieurs résultats majeurs sont à rappeler de l'exploitation passée de ces enquêtes. François Héran a montré que le rapport au vote ne peut se résumer à une alternative vote / abstention systématique[21]. En 1995, il identifie 11 % d'abstentionnistes constants, mais aussi seulement 54 % de votants constants et 35 % de votants intermittents. En 2002, la part des votants constants baisse (47 %) et celle des votants intermittents progresse (40 %). En 2017[22], les votants intermittents sont désormais majoritaires (51 %), alors que les votants constants ne sont plus que 36 % (moins 18 points par rapport à 1995). Les abstentionnistes constants stagnent autour de 13 % de l'électorat. Ces enquêtes confirment la pertinence de l'analyse par les inégalités sociales[23]. L'abstention systématique touche plus les sans diplômés que les diplômés de l'enseignement supérieur (de 24 % pour les premiers à 8 % pour les seconds), ou s'avère moins

[19] Guillemette Buisson, Sandrine Penant, « Élections présidentielles et législatives de 2002 à 2017 : une participation atypique en 2017 », *Insee première*, 1671, octobre 2017. Sébastien Durier, Guillaume Touré, « Élections de 2017 : 6,5 % des citoyens ont fait une démarche volontaire pour s'inscrire », *Insee Focus*, 80, mars 2017 ; Sébastien Durier, Guillaume Touré, « En 2014, 85 % des jeunes Français de 18 à 24 ans étaient inscrits sur les listes électorales », *Insee Focus*, 22, mars 2015 ; Xavier Niel, Liliane Lincot, « L'inscription et la participation électorales en 2012 - Qui est inscrit et qui vote », *Insee Première*, 1411, septembre 2012 ; Stéphane Jugnot, « La participation électorale en 2007 - La mémoire de 2002 », *Insee Première*, 1169, janvier 2008.

[20] Patrick Lehingue, *Le vote : approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, Paris, la Découverte, 2011, p. 129.

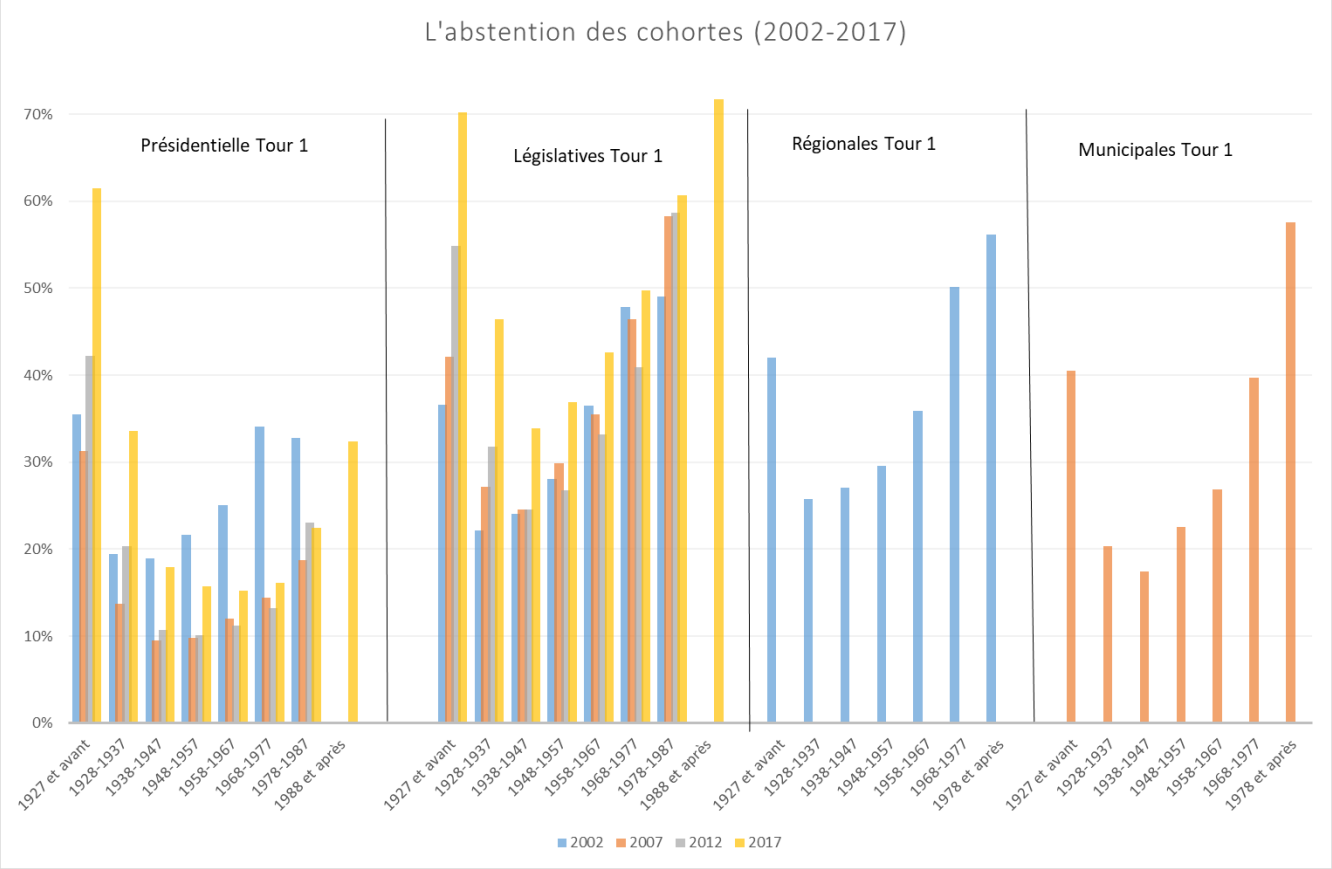
[21] François Héran, « Voter toujours, parfois… ou jamais », dans Bruno Cautrès, Nonna Mayer (dir.), *Le nouveau désordre électoral : les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 351-67.

[22] G. Buisson, S. Pénant, art. cité.

[23] Jan E. Leighley, Jonathan Nagler, « Socioeconomic Class Bias in Turnout, 1964–1988. The voters Remain the Same », *American Political Science Review*, 86 (3), 1992, p. 725-736 ; Marvin E. Olsen, « Social Participation and Voting Turnout. A Multivariate Analysis », *American Sociological Review*, 37 (3), 1972, p. 317-333 ;.

fréquente chez les cadres en comparaison des ouvriers (en 2012, 72 % des cadres ont voté au premier tour des élections législatives contre 61 % des employés et 57 % des ouvriers par exemple). Elle touche aussi plus souvent les chômeurs ou les célibataires, ce qui rappelle l'approche par l'intégration à la société d'Alain Lancelot[24]. Enfin, le lien entre âge et participation électorale se confirme. L'abstention a tendance à culminer lors des années de jeunesse et remonte à partir de 75 ans. La jeunesse correspond à une période de moratoire politique[25]. De la même manière que les individus apprennent à devenir des parents, des travailleurs, des habitants, ils se cherchent en tant que citoyens face au vote et face aux alternatives en matière d'expression politique. Du côté de la vieillesse, c'est un effet de distanciation progressif avec le monde social, mais aussi un impact de l'âge biologique (maladies, difficultés à se déplacer, dépendance, etc.).

À côté des effets classiques, l'impact des cohortes



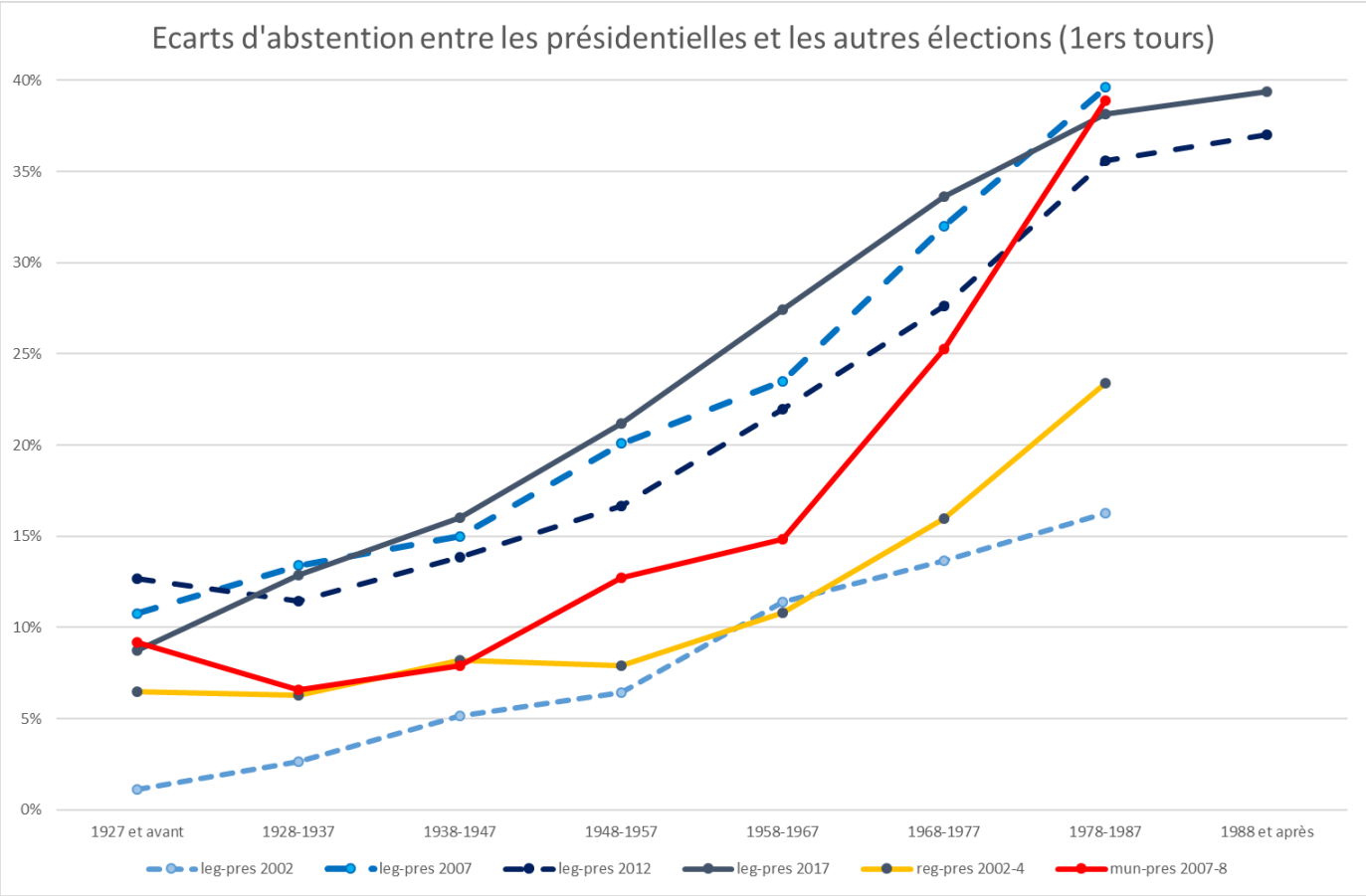
Sources : enquêtes participation électorale de l'INSEE 2002, 2007, 2012 et 2017 ; calculs de l'auteur

[24] A. Lancelot, *L'abstention…, op. cit*
[25] Anne Muxel, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

Quand on analyse les comportements des cohortes[26], très souvent le premier réflexe est de se focaliser sur les effets d'âge ou de cycles de vie. Effectivement, la distribution de l'abstention suit une courbe en U pour l'ensemble des élections avec des maxima parmi les plus jeunes et les plus vieux tandis que la mobilisation civique culmine parmi les électeurs nés entre 1938 et 1967. Dans la cohorte née en 1927 ou avant, le retrait des urnes prend de plus en plus d'importance entre 2002 et 2017. L'abstention y était déjà importante en 2002 (35 % le 21 avril 2002, et encore 29 % le 5 mai 2002), mais elle dépasse 40 % aux deux tours de l'élection présidentielle en 2012 et s'élève à 67% le 23 avril 2017. Ces niveaux et leurs évolutions touchent l'ensemble des élections et notamment les élections législatives (de 42 % en 2002 à 70 % en 2017). En cela, on peut conclure à un effet produit par le vieillissement de cette cohorte, dont les plus jeunes étaient âgés de 75 ans en 2002 et de 89 ans en 2017. D'ailleurs, un phénomène similaire s'esquisse dans la génération 1928-1937 pour les présidentielle de 2012 et 2017 : un tiers de ces membres s'est abstenu à la présidentielle de 2017 contre 13% en 2007 par exemple. À l'autre bout du spectre, on retrouve les cohortes les plus récentes. Les membres de la cohorte 1978-1987 se sont particulièrement abstenus pour les 4 dernières élections législatives, les élections régionales de 2004 ou encore les élections municipales de 2008. C'est encore plus vrai pour la cohorte 1988 et après avec 71% d'abstention aux législatives de 2017 par exemple. La cohorte 1968-1977 est également particulièrement touchée par l'abstention aux législatives, régionales et municipales. Cependant, deux constats complémentaires peuvent être faits : 1°) la participation des électeurs nés après 1978 reste forte quand il s'agit des élections présidentielles et 2°) le comportement de la cohorte 1968-1977 en cas d'élections présidentielles est très proche de celui des individus nés entre 1938 et 1967.

La plupart des analyses sur l'abstention s'arrêtent à la lecture par le cycle de vie. Pourtant, cette lecture est loin de suffire pour comprendre les variations de l'abstention. Ainsi, le comportement face aux urnes de la cohorte 1968-1977 dépendant du type d'élections, il est difficile de comprendre ces comportements par la seule théorie du moratoire politique. Cette cohorte a été particulièrement peu mobilisée en avril 2002 (34 % d'abstention), mais elle s'avère simultanément beaucoup plus assidue aux urnes pour les élections présidentielles qui suivent (entre 14 % et 16% d'abstention) et beaucoup moins participationniste pour les autres élections (entre 40 % et 50 % d'abstention). Or, cette variabilité se produit alors que les individus concernés ont désormais en 2017 entre 40 et 49 ans. Autrement dit, même si les études se sont allongées et la frontière entre jeunesse et âge adulte s'est estompée[27], ils ont atteint un âge social où désormais la carrière professionnelle est largement engagée et les enfants sont déjà arrivés pour nombre d'entre eux. De plus la cohorte 1958-1967 présente des similitudes de comportement avec celle qui la suit immédiatement.

[26] Le lecteur peut s'interroger sur les bornes qui structurent ce découpage cohortal. Il s'est imposé à cause du fichier de l'enquête participation de 2007 qui ne compte qu'un découpage de l'âge en tranches de 5 années.
[27] Cécile Van de Velde, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, PUF, 2004.



Sources : enquêtes participation électorale de l'INSEE 2002, 2007, 2012 et 2017 ; calculs de l'auteur

Quand on présente différemment les données, on vérifie que plus une cohorte est récente plus ses comportements varient entre les élections présidentielles et les autres élections. Pour la cohorte la plus ancienne, ses membres participent de moins en moins, mais quand ils le font c'est de manière très constante[28]. Cette relative constance du rapport au vote se retrouve dans les cohortes 1928-1937 et 1938-1947. Pour ces trois générations, l'écart maximum entre deux types d'élections est de 16 points.

Les écarts sont autrement plus conséquents pour les cohortes ultérieures. Dans la cohorte 1968-1977, les variations de l'abstention entre les élections présidentielles et les élections législatives peuvent atteindre 33,5 points en 2017[29]. Surtout, le comportement de cette cohorte n'est pas celui qu'on pourrait attendre des effets classiques du cycle de vie. Il n'y a pas de « stabilisation » du

[28] Les électeurs nés avant 1928 qui se sont déplacés à l'élection présidentielle en 2002 sont 86 % à l'avoir refait aux élections législatives. Pour 2012 et 2017, cette proportion est de 72 % et 70 %.

[29] Au niveau individuel, cela implique cette année-là que seulement 60 % des électeurs de cette cohorte qui se sont rendus aux urnes à l'élection présidentielle l'ont refait pour les élections législatives.

rapport au vote avec l'âge: il y avait moins d'intermittence dans leur vote en 2002 entre les élections législatives et les élections présidentielles (11 %), à un moment où ces électeurs avaient entre 25 et 34 ans qu'en 2017 (33.5 %) où ils ont désormais entre 40 et 49 ans. On constate des phénomènes similaires dans la cohorte 1958-1967, bien qu'atténués.(27 points d'écarts en 2017). La cohorte 1978-1987 dénote des variations encore plus fortes (dénote des variations encore plus fortes (8 points d'écarts en 2017) et ses membres sont désormais sortis de la période de moratoire puisqu'ils ont entre 30 et 39 ans lors de cette élection. La cohorte 1988 et après semble suivre le même chemin en termes d'intermittence du vote, mais il faut rester prudent, car certains électeurs sont encore dans la phase du moratoire politique. Rappelons qu'il s'agit ici d'une augmentation du vote intermittent, mais clairement pas d'une progression de l'abstention systématique. Ces cohortes sont bien beaucoup plus sensibles au contexte et à la nature des élections que leurs prédécesseurs.

Si ces différences de comportements renvoient bien à un effet de cohorte, leurs conséquences vont, selon nous, être massives à l'avenir puisque les générations les plus « stables » vont être progressivement remplacées par ces cohortes « conjoncturelles ».

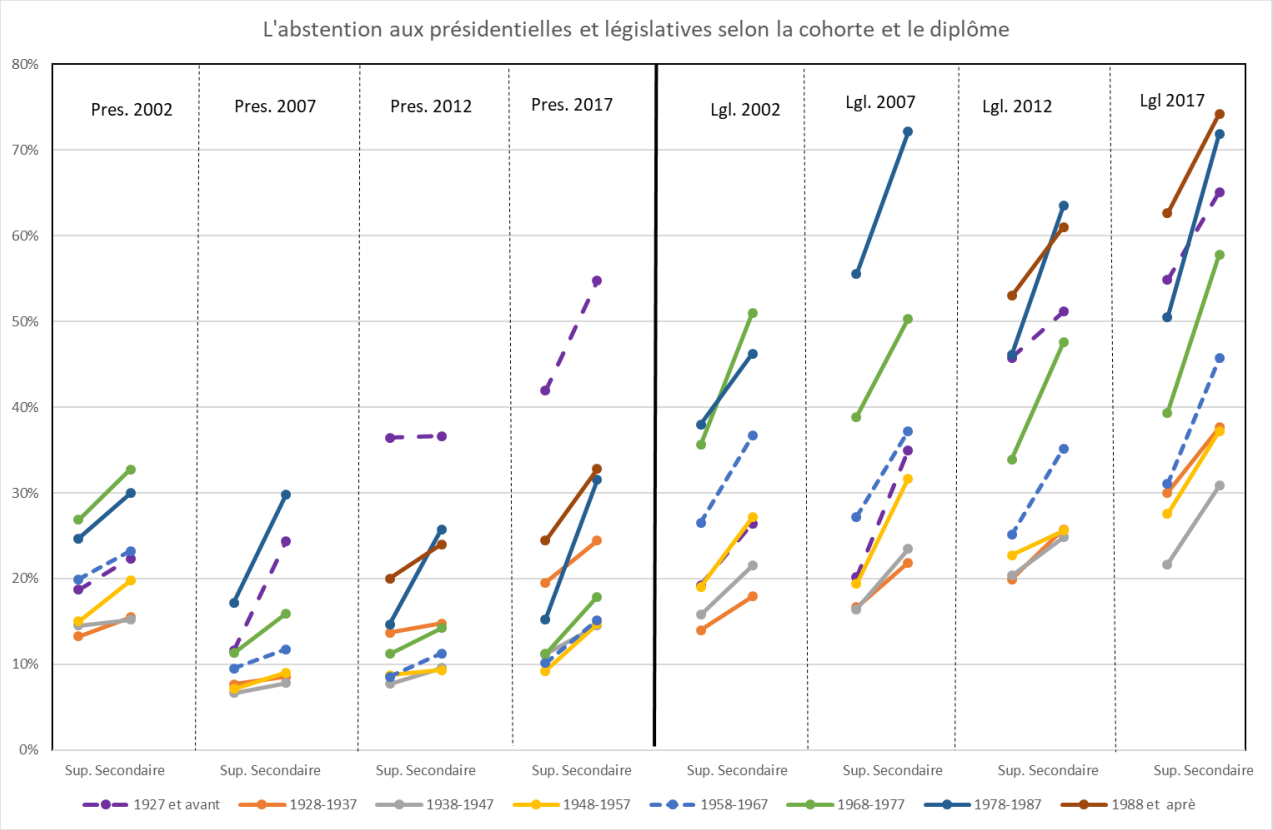
« Tous étaient frappés » : les interactions entre cohortes, variables sociologiques et abstention

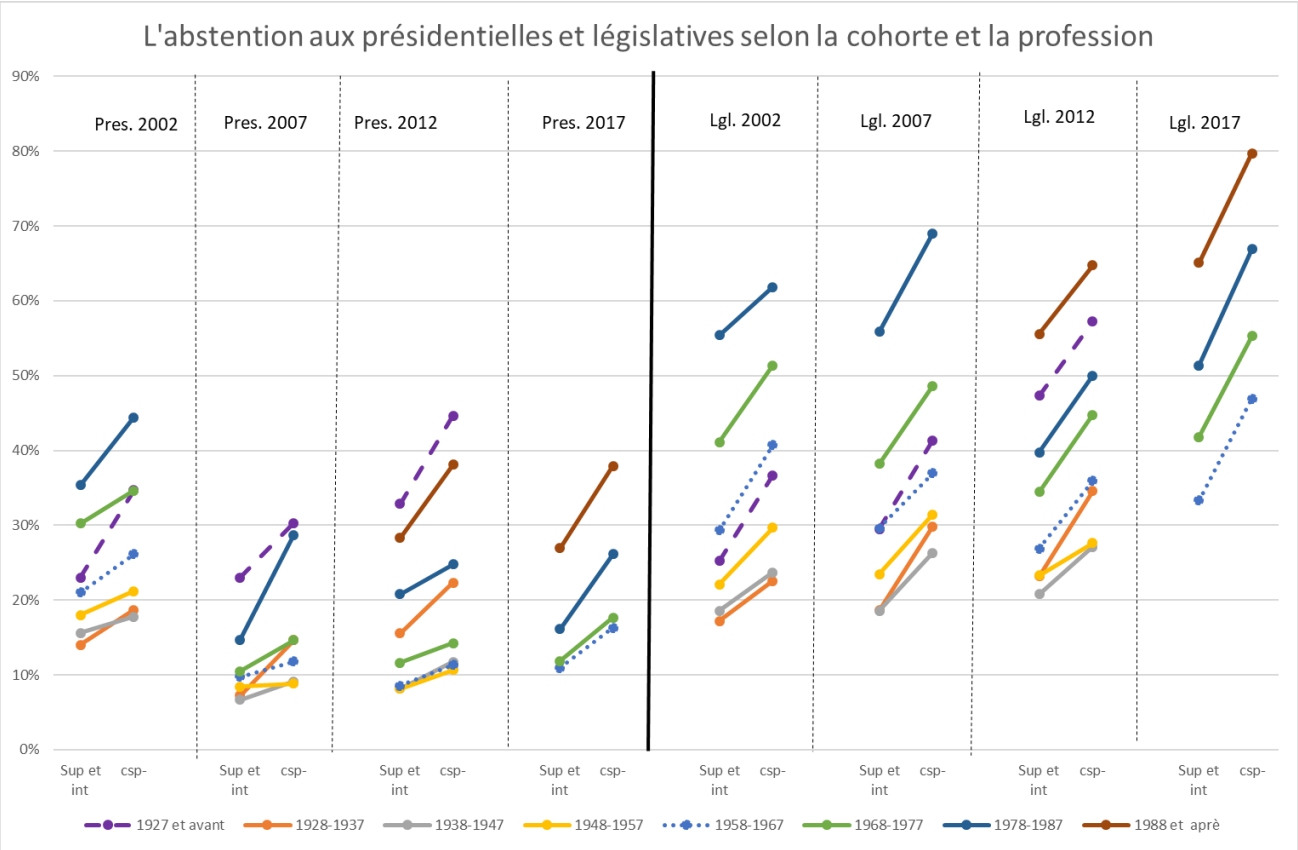
Le lien entre cohortes et vote redéfinit aussi les effets classiques d'autres variables qui mesurent les inégalités sociales. Céline Braconnier, Baptiste Coulmont et Jean-Yves Dormagen ont rappelé dans un récent article de la revue[30] l'importance du diplôme et de la profession, notamment pour les élections législatives. Or, on se trouve face à un paradoxe apparent. Les cohortes les plus récentes sont aussi les plus diplômées et celles qui comptent le plus de cadres. Or, elles sont aussi les plus touchées par l'intermittence du vote. À l'inverse, les cohortes les plus participantes sont les moins diplômées[31] et comptent largement moins de professions supérieures[32], ce qui aurait dû signifier une plus faible participation électorale. L'explication tient à un effet d'interaction entre cohortes, diplôme (ou profession) et vote. On va voir que non seulement l'abstention intermittente progresse dans l'ensemble des cohortes récentes, que les individus soient diplômés ou non, qu'ils appartiennent aux catégories populaires ou aux catégories supérieures, mais qu'au sein de ces cohortes récentes les inégalités se creusent aussi.

[30] Céline Braconnier, Baptiste Coulmont, Jean-Yves Dormagen. « Toujours pas de chrysanthèmes pour les variables lourdes de la participation électorale. Chute de la participation et augmentation des inégalités électorales au printemps 2017 », *Revue française de science politique*, 67 (6), décembre 2017, p. 1023-1040.

[31] On compte 60 % de bacheliers ou plus dans la cohorte 1968-77 contre 26,5 % pour la cohorte 1938-47, la plus participante.

[32] 13 % des membres de la cohorte 1968-77 sont cadres et 26 % occupent une profession intermédiaire alors que, dans la cohorte 1938-47, 6 % étaient cadres et 19,5 % exerçaient une profession intermédiaire.


L'abstention aux présidentielles et législatives selon la cohorte et le diplôme
80%
70%
60%
50%
40%
30%
20%
10%
0%
Pres. 2002
Pres. 2007
Pres. 2012
Pres. 2017
Lgl. 2002
Lgl. 2007
Lgl. 2012
Lgl 2017
Sup. Secondaire
1927 et avant
1928-1937
1938-1947
1948-1957
1958-1967
1968-1977
1978-1987
1988 et aprè



Sources : enquêtes participation électorale de l'INSEE 2002, 2007, 2012 et 2017 ; calculs de l'auteur[33]. Pour les diplômes on a comparé les diplômés du secondaire et du supérieur (notés « sup. »), pour la profession les cadres, professions intellectuelles supérieures et profession intermédiaires (notés « Sup et int ») ont été regroupés et comparés aux ouvriers et employés (notés « csp- »)

Dans chaque cohorte, on confirme qu'être diplômé de l'enseignement secondaire plutôt que de l'enseignement supérieur ou être employé ou ouvrier plutôt que cadre ou profession intermédiaire augmente la proportion d'abstentionnistes. Conformément aux résultats de C. Braconnier, B. Coulmont et J.-Y. Dormagen, les écarts tendent à s'accroître pour les élections législatives par rapport aux élections présidentielles. Dans la cohorte 1958-67, les diplômés de l'enseignement secondaire ont été 15 % à s'abstenir au 1er tour de l'élection présidentielle de 2017 contre 11 % des diplômés de l'enseignement supérieur : au 1er tour des élections législatives, ils sont respectivement 46 % et 31 %. En 2017, dans la même cohorte, les cadres et professions intermédiaires n'ont été que 12 % à s'absenter des urnes à l'élection présidentielle et 33 % aux élections législatives contre 18 % et 47 % des employés et des ouvriers.

[33] En 2017, le fichier d'enquête ne permet pas de distinguer entre les retraités selon leur ancienne profession, Le graphique sur les cohortes, les professions et l'abstention ne compte donc que les cohortes actives en 2017, mais porte sur l'ensemble des cohortes pour les années précédentes.

Mais les écarts entre cohortes sont aussi, sinon plus, importants que ceux produits par le diplôme ou la profession. Prenons l'exemple des cohortes 1958-67 et 1968-77. À l'élection présidentielle de 2017, les écarts oscillent entre 11 % d'abstention pour les diplômés de l'enseignement supérieur nés entre 1958 et 1967 et 18 % pour les diplômés de l'enseignement secondaire nés entre 1968 et 1977, donc 7 points. Aux élections législatives de 2017, les écarts ont quadruplé et oscillent entre les mêmes groupes entre 31 % et 58 % d'abstention. De manière encore plus intéressante, les diplômés de l'enseignement secondaire de la cohorte 1948-57 participent « comme si » ils étaient des diplômés de l'enseignement supérieur de la cohorte 1968-77. Le même *pattern* se reproduit pour la profession : les cadres et professions intermédiaires de la cohorte 1968-77 s'abstiennent autant que les employés et les ouvriers de la cohorte 1958-67.

Les écarts sont beaucoup moins affirmés au sein des cohortes anciennes. Prenons les cohortes 1938-47 et 1948-57, toujours en 2017. À l'élection présidentielle, l'abstention oscille entre 8 % et 10 % en fonction du niveau de diplôme. Aux élections législatives, l'abstention atteint 22 % pour les diplômés de l'enseignement supérieur de la cohorte 1938-47 et 37 % pour les diplômés de l'enseignement secondaire de la cohorte 1948-57.

La norme civique reste sans doute prégnante dans les cohortes anciennes indépendamment du niveau d'éducation ou de la profession. Elle fait que des individus qui ne disposent pas des « ressources[34] » que fournissent le diplôme ou les professions se rendront quand même aux urnes. En revanche dans les cohortes récentes vraisemblablement que son influence pèse de moins en moins et entraîne notamment une déconnexion d'avec le vote particulièrement forte lors des législatives : 68% des ouvriers et employés de la cohorte 1978-1987 se sont abstenus en juin 2017 par exemple.

Les cohortes ont donc bien un impact significatif dans le rapport aux urnes. Nous proposons de le vérifier à partir de régressions logistiques classiques sur un fichier cumulant les quatre périodes analysées. Les cohortes seront confrontées à deux effets de cycle de vie : celui du moratoire politique et celui du grand âge. Ce sera possible, car on traite simultanément de la participation à trois reprises[35]. La construction de la variable moratoire suppose qu'elle aura un effet différent selon que l'individu concerné aura entre 18 et 24 ans ou entre 25 et 29 ans, ou plus de 29 ans. Pour le grand âge, on a distingué entre les moins de 75 ans, les 75-79 ans, les 80-84 ans et les plus de 85 ans, la participation commençant à décroitre vers 75 ans. Les autres variables indépendantes constituent les *usual suspects* des travaux sur la participation électorale, le genre, le diplôme[36].

[34] Pour reprendre le vocabulaire de Verba et al, op. cit.

[35] Par exemple il n'y aura pas de multicolinéarité entre les membres de la cohorte 1968-1977 ou 1978-1987 et le fait d'être concerné par la période de moratoire. En revanche, il faudra être prudent pour les coefficients des cohortes les plus récentes et les plus anciennes.

[36] Dès lors qu'on travaille sur un fichier cumulé, on est confronté à des problèmes de comparabilité entre variables. Les diplômes et les professions n'ont pas le même codage d'une année sur l'autre. Ces regroupements contraints empêchent de profiter pleinement de la richesse sociologique de ces données. On a également été contraint d'enlever

On propose de vérifier dans la suite de l'article l'impact des cohortes sur trois comportements : le vote ou l'abstention aux présidentielles, aux législatives et l'intermittence du vote entre ces couples d'élections. La stratégie d'analyse suit la logique des modèles emboîtés : on commence par tester les logiques explicatives de la participation en utilisant les variables classiques (modèles 1 à 3), puis on introduit les cohortes de naissance et on mesure leur impact (modèles 1b à 3b).

Les logiques sociologiques de la participation électorale (2002-2017)

	Pres. 1er tour	Lgl 1er tour	Lgl 1er tour	Pres. 1er tour	Lgl 1er tour	Lgl 1er tour
	1	2	3	1b	2b	3b
Femme	1.04***	.98	.97**	.97*	1.03**	.96***
Homme						
Moratoire						
moins de 25 ans	.42***	.33***	.38***	.79***	.74***	.85***
de 25 à 29 ans	.52***	.38***	.41***	1.16***	1.08**	1.15***
plus de 29 ans						
Grand âge						
de 75 à 79 ans	.97	1.53***	1.70***	.87***	.71***	.96
de 80 à 84 ans	.66***	1.23***	1.56***	.69***	.47***	.88**
plus de 85 ans	.29***	.57***	.95*	.33***	.21***	.54***
moins de 75 ans						
Niveau d'études						
sans /primaire	.68***	.88***	1.00	.73***	.62***	.82***
Baccalauréat	1.09***	1.08***	1.06***	1.17***	1.13***	1.15***
Supérieur	1.36***	1.39***	1.33***	1.71***	1.51***	1.64***
SR/ en cours	.52***	.60***	.72***	.62***	.53***	.74***
Secondaire						
Vote pres.						

la profession ou l'ancienne profession des répondants à cause du codage disponible de 2017. Néanmoins les modèles avec la profession pour la période 2002-2012 sont présentés en annexe.

Oui			10.71***			10.53***
Non						
Cohorte						
1927 et avant				1.02	1.04	1.05
1928-1937				1.16***	1.10***	1.15***
1948-1957				.76***	.87***	.76***
1958-1967				.53***	.72***	.53***
1968-1977				.33***	.54***	.34***
1978-1987				.21***	.40***	.22***
1988 et après				.15***	.29***	.17***
1938-1947						
Année						
2007	2.01***	.79***	.55***	.83***	2.10***	.58***
2012	1.68***	.72***	.53***	.91***	1.99***	.66***
2017	1.11***	.44***	.34***	.61***	1.40***	.46***
2002						
Constante	**3.99*** **	**2.42*** **	**.41*** **	**3.69*** **	**4.89*** **	**.64*** **
R2	5%	4%	16%	7%	6%	18%
N	162 298	162 298	162 298	162 298	162 298	162 298

Sources : enquêtes participation de l'INSEE 2002, 2007, 2012. *** signifie que le coefficient est significatif à p<0.01, ** à p<0.05 et * à p<0.10

Les modèles 1, 2 et 3 permettent de vérifier qu'à l'exception du genre, les inégalités sociologiques perdurent dans le rapport aux votes[37]. Les femmes continuent à moins s'intéresser à la politique et à moins se sentir légitimes à opiner politiquement que les hommes, mais elles ont plus de chance de participer aux élections présidentielles et aux élections législatives. Moins on est diplômé, moins on a de chance de participer. Les logiques de votes aux élections législatives et aux élections présidentielles se recoupent souvent, même si comme attendu, les inégalités se creusent aux élections législatives[38]. Enfin, les effets d'âge sont bien ceux attendus au moment des élections présidentielles. Aux législatives, l'impact du moratoire politique s'accroît tandis que, de manière inattendue, les 75-84 ans paraissent plus participatifs à ces élections que les classes d'âge actives. Enfin, l'intermittence du vote est bien liée aux inégalités sociales. *Ceteris*

[37] Pour la période 2002-2012 on constate aussi un effet significatif de la profession : les ouvriers et les employés tendent à plus s'abstenir et décrocher que les cadres, compte tenu des autres variables indépendantes.
[38] Phénomène noté par C. Braconnier, B. Coulmont et J.-Y. Dormagen comme on l'a remarqué plus haut.

paribus, les peu diplômés ont plus de chances de décrocher de la séquence électorale, même s'ils avaient voté à l'élection présidentielle.

Les cohortes ont bien un impact significatif. Plus une cohorte est récente, plus ses membres ont de chances de s'abstenir, indépendamment des effets de cycle de vie. Ce phénomène apparaît déjà dans la cohorte 1958-67 : par rapport aux électeurs et électrices de la cohorte 1938-1947, ses membres ont 2 fois plus de chances de s'abstenir aux élections présidentielles, 1.4 fois plus de chances de s'abstenir aux législatives et 2 fois plus de chances de décrocher entre élections présidentielles et législatives. Les écarts s'accroissent avec les cohortes qui suivent : pour la cohorte 1968-1977 c'est 3 fois plus de chances de s'abstenir aux présidentielles et 2 fois plus de chances aux élections législatives. Pour la cohorte 1978-1987 c'est 5 fois plus de chances pour les présidentielles et 2.5 fois plus pour les législatives. En revanche, les cohortes anciennes bien que certains de leurs membres soient atteints par les effets du grand âge restent significativement attachées à l'acte de vote. C'est particulièrement visible pour les élections législatives ou pour le vote systématique[39].

Un autre rapport au vote

Comment faire sens de ces différences de comportement entre cohortes ? L'explication sociologique ne suffit pas si on veut comprendre pourquoi les électeurs qui se rendent aux urnes diffèrent autant en nombre et en composition entre deux élections. Pourquoi le diplôme ne produit-il pas les mêmes effets selon que les électeurs sont nés dans les années 1940 ou 1970 ? Pourquoi les ouvriers et employés nés dans 1960 restent plus présents dans les urnes tandis que ceux nés 20 ans plus tard s'abstiennent en majorité ? Une partie de l'explication tient sans doute aux mutations du monde du travail et à la baisse du syndicalisme, mais ça n'est pas suffisant. Les explications sociologiques ne permettent pas de comprendre pourquoi à certaines élections les membres des cohortes récentes se déplacent aux urnes et pas à d'autres. Il est nécessaire de prendre en compte le rapport à la politique des individus et le contexte des élections. Pour ce faire il est nécessaire de mobiliser les enquêtes sociopolitiques par sondage, avec leurs défauts, notamment en termes de déclaration d'abstention ou d'échantillonnage.

Deux hypothèses peuvent être heuristiques, et nous postulons qu'elles se complètent plutôt qu'elles ne s'opposent. Elles s'appliqueront différemment selon les individus, leurs cohortes et leur place dans la société.

Une *première* hypothèse s'inspire des arguments avancés par un courant récent dans la sociologie politique de l'abstention qui met en avant les micropressions auxquelles peuvent être confrontés les individus. On retrouve cette idée dans le travail de Céline Braconnier, de Meredith Rolfe et, plus récemment, dans ceux du collectif SPEL autour de la notion d'effervescence électorale[40]. Si

[39] On peut remarquer des variations de coefficients particulièrement signifiantes du niveau de diplôme, une fois qu'on introduit les cohortes dans l'analyse. Ceci confirme bien l'effet d'interaction entre diplôme et cohorte que l'analyse descriptive avait mis en lumière.

[40] Céline Braconnier, *Une autre sociologie du vote…op. cit.*; Meredith Rolfe, *Voter Turnout. A Social Theory of*

des électeurs se rendent aux urnes lors d'élections de « haute intensité » comme les élections présidentielles en France, c'est en partie qu'il y a aussi mobilisation par en bas. Les familles, les amis, les voisins, les collègues de travail sont autant d'acteurs qui contribuent à susciter le déplacement aux urnes. Si ces réseaux individuels ne bruissaient pas de l'écho des campagnes, si à travers eux la norme civique n'était pas réanimée et renforcée, certains individus n'iraient sans doute pas voter aux élections présidentielles. Ces mobilisations par en bas ne se produisent pas à chaque élection. La baisse de participation peut donc être la conséquence d'un manque de mobilisation collective et ne peut être imputée aux seuls électeurs. Ces effets de mobilisation viennent s'ajouter au poids des inégalités sociales ou d'appétence à l'égard de la politique. Un individu qui ne dispose pas des ressources et des capacités pour participer, ou qui n'en a pas le goût pourra être mobilisé par son entourage si celui-ci est lui-même mobilisé, par exemple à travers le rappel de la norme civique. En revanche, un individu qui n'a ni les ressources, ni l'appétence, ni le réseau a des chances de rester chez lui et les chances sont grandes que cela touche avant tout les moins diplômés et les catégories populaires.

La *deuxième* hypothèse est qu'on assiste à un changement de rapport au vote porté par le renouvellement générationnel. Ronald Inglehart[41] considère le vote comme un mode d'action particulièrement en phase avec une participation politique « *elite-directed* » dans laquelle les élus sont moteurs et les citoyens cantonnés à un rôle périphérique : on vote selon le calendrier et les règles fixées par la constitution, avec des candidats choisis par en haut et une fois que l'élection est close, les élus gouvernent et les citoyens redeviennent des spectateurs. R. Inglehart insiste alors dès les années 1980 sur le passage à une *elite-challenging participation* dans laquelle la place du vote se réduit. Russel J. Dalton[42] prolonge cette réflexion en proposant qu'à travers le renouvellement générationnel, on passe d'une culture fondée sur le *duty-based vote* à une culture de l'expression politique particulièrement portée par de nouveaux électeurs.

Cependant, difficile de souscrire pleinement à la distinction de R. Dalton, particulièrement optimiste. Certes, les générations récentes manifestent et pétitionnent plus, mais elles sont aussi marquées par une citoyenneté distante[43]. Leurs membres ne sont pas nécessairement indifférents aux affaires de la cité, mais ils se méfient plus des responsables politiques et de la démocratie représentative et leur rapport aux partis s'est considérablement distendu. Dans ce cadre, nous supposons que leur rapport au vote est décentré. Pour ces citoyens, au mieux le vote est un moyen parmi d'autres d'actions politiques et pas forcément le plus efficace quand il s'agit de se faire entendre. Leur rapport à cet acte est plus marqué par le vote de droit : je vote si ça m'intéresse.

Dans ce cadre, on est au-delà de « l'abstention dans le jeu » qu'Anne Muxel avait repéré à partir des élections législatives de 1997. Elle la définit comme le résultat « d'une insatisfaction face à l'offre électorale proposée […] un symptôme visible de la crise de la représentation politique,

---

Political Participation, Cambridge University Press, 2012 ; SPEL, *op. cit.*

[41] Ronald Inglehart, *Cultural Shift in Advanced Industrial Societies*, Princeton, Princeton University Press, 1990.

[42] R. J. Dalton, *The Good Citizen…*, *op. cit.*

[43] V. Tiberj, *Les citoyens qui viennent op. cit.*

dont on peut penser que bien qu'elle persiste depuis une bonne vingtaine d'années, elle est circonstancielle et périodique[44] ». Nous suggérons que pour les générations post-baby-boom, le vote n'a plus l'importance ou la charge normative qu'il avait pour les générations précédentes. Leur abstention n'est donc plus simplement un refus du choix qu'on leur propose à un moment donné, elle est devenue plus banale que cela. Ces électeurs se sont sans doute déjà abstenus plusieurs fois et sans doute qu'ils n'accordent pas grand importance à ce comportement. Les conséquences de ce changement de rapport au vote ne seront cependant pas les mêmes selon que les individus maintiennent ou non une appétence pour les affaires publiques. Dans un cas, le vote ne sera qu'un des éléments de leur répertoire d'action, et pas forcément le plus efficace pour se faire entendre. Si ce n'est dans les urnes qu'ils s'expriment, ce sera à travers la manifestation, la pétition les réseaux sociaux. Pour les autres, cela peut induire qu'ils ne sont plus présents et audibles, ce qui peut renforcer les inégalités politiques.

En résumé, nous proposons de formuler les deux hypothèses suivantes : 1°) les générations anciennes votent, même en n'étant pas intéressées par la politique, par devoir et remise de soi, tandis que les cohortes récentes votent de manière intermittente, quel que soit leur intérêt pour la chose publique, et n'accordent plus au vote la centralité qu'il a pour les cohortes anciennes ; 2°) Ce changement de rapport au vote dépasse les années de jeunesse et va devenir durablement une donnée du rapport aux urnes parmi ces générations et donc ne peut s'assimiler à un effet conjoncturel.

Pour vérifier ces hypothèses, on va donc utiliser le Panel DYNAMOB qui a interrogé les mêmes individus de septembre 2013 à décembre 2017 coordonné par Florent Gougou et Vincent Tiberj à partir de l'EQUIPEX ELIPSS[45]. C'est la seule enquête qui nous permet de vérifier le lien au vote pour l'ensemble des élections, à la différence de la French Electoral Study qui ne porte que sur la présentielle ou du panel ENEF qui couvre les régionales, la présidentielle et les législatives, mais dont les données ne sont pas disponibles.

De plus on dispose dans le panel DYNAMOB d'un indicateur particulièrement important pour prendre en compte la dimension collective du vote. À chacune des élections de la période 2014-2017 il a été demandé aux panélistes s'ils avaient écouté ou regardé des émissions, lu des tracts, rencontré des candidats et surtout s'ils avaient discuté des élections, souvent de temps en temps ou jamais. On s'en doute, certaines élections suscitent plus de discussions que d'autres. 43% des panélistes ont discuté souvent des présidentielles contre 7% qui n'en ont jamais discuté. Ils ne sont plus que 34% à avoir discuté souvent des municipales (contre 10% jamais), et 20% à avoir discuté souvent des européennes ou des départementales (contre 20% qui n'en ont jamais discuté. Bien sûr la fréquence des discussions politiques est reliée à l'intérêt pour la politique, mais l'une ne prédit pas parfaitement l'autre. Par exemple parmi les panélistes intéressés par la politique, 11% n'ont jamais discuté des européennes avec leur proche (contre 32% des pas intéressés). Mais

[44] Anne Muxel, « L'abstention : déficit démocratique ou vitalité politique ? », *Pouvoirs*, 120, 2007, p. 49.
[45] https://cdsp.sciences-po.fr/fr/ressources-en-ligne/ressource/fr.cdsp.elipss.ddi.2013.09.dynamob/

58% des pas intéressés en ont discuté de temps en temps et 8% souvent contre 60% et 28% des intéressés. Autrement dit la variable de discussion rend compte à la fois d'une disposition des individus à parler politique produite par leur appétence, mais elle intègre aussi une dimension qui renvoie aux réseaux dans lesquels s'insèrent les individus. En cela cette variable peut rendre compte indirectement des micropressions auxquelles les panélistes ont été confrontées, mais aussi de l'effervescence médiatique et politique autour des élections. Cela rend d'autant plus intéressant le recours au panel DYNAMOB.

Présentation du Panel ELIPSS

Cette enquête se déroule sur internet, donc les effets de désirabilité sociale produits par la présence d'un enquêteur sont gommés. Ensuite, ELIPSS est un dispositif qui minore la mortalité des panélistes : après sélection aléatoire par l'INSEE, il leur est proposé de rejoindre le dispositif en leur fournissant une tablette et un abonnement internet, avec comme seule contrepartie de répondre à 30 minutes de questionnaire par mois. L'équipe DYNAMOB a donc pu réinterroger les mêmes individus de septembre 2013 à décembre 2017 lors de 19 vagues d'enquête. Dès l'origine, ce panel avait notamment pour but de mieux comprendre le vote en couvrant l'ensemble des élections qui se sont déroulées sur cette période (notamment avec des vagues préélectorales et postélectorales).

Vague	Date	Nombre de panellistes	Elections	Participation brute déclarée
4	Mars/avril 2014	723	Municipales	77%
6	Juin 2014	696	Européennes	62%
9	Mars / avril 2015	655	Départementales	60%
12	Décembre 2015	610	Régionales	71%
16	Mai 2017	525	Présidentielle	91%
17	Juin / Juillet 2017	563	Législatives	70%

Malgré les avantages du dispositif, la participation déclarée par les panélistes est largement supérieure à celle de l'électorat. Cela peut tenir à plusieurs phénomènes. On constate un biais de sélection des panélistes qui se caractérisent notamment par un haut niveau de diplôme. Ce serait un problème si ces données étaient utilisées dans une logique de représentativité de la population, mais ce qui nous intéresse ici est de comparer comment des électeurs se comportent face à différents scrutins et les logiques explicatives de ces comportements. Ensuite, la participation peut être affectée par un « conditionnement des panélistes »[46]. Des individus soumis régulièrement à des questions politiques modifient leurs comportements. Ils accordent plus d'attention au politique, son actualité, ses acteurs, qu'avant d'entrer dans le dispositif d'enquête. Les panélistes auront alors plus de chances d'être mobilisables et mobilisés par les différentes campagnes. On constate aussi que la perte de panélistes reste un phénomène important. Cela nous contraint à adopter des stratégies d'analyse les moins coûteuses en termes d'effectifs. Afin de limiter les « bruits statistiques » qui pourraient découler de ces problèmes d'effectifs, on a d'abord choisi des recodages drastiques des variables indépendantes. Cela équivaut à ne mesurer que deux niveaux d'intérêt ou de

[46] John Robert Warren, Andrew Halpern-Manners, « Panel Conditioning in Longitudinal Social Science Surveys », *Sociological Methods & Research,* 41 (4), 2012, p. 491-534

diplôme, ou à prendre l'année de naissance comme variable continue. Ensuite on a choisi de ne présenter ici que les probabilités prédites issues des modèles de régressions logistiques et non les données brutes.

Les électeurs face aux élections dans le panel DYNAMOB

Les modèles de régression visent à comprendre les logiques de l'abstention aux premiers tours des élections municipales, départementales, régionales présidentielle et législatives ainsi qu'aux européennes. Les variables indépendantes sont les suivantes : la variable année de naissance, une variable moratoire (qui distingue les panélistes de moins de 25 ans en 2013), le genre, le diplôme et l'intérêt pour la politique en 2 modalités et la fréquence des discussions sur l'élection lors de la campagne[47] en 3 modalités.

Tableau 3 : modélisations de l'abstention déclarée dans le panel DYNAMOB

	Municipales	Européennes	Départementales	Régionales	Présidentielles	Législatives
année de naissance	1.01	1.02***	1.03***	1.02*	1.04***	1.04***
Moratoire						
Plus de 25 ans	.41	.36*	.62	.40	.64	.71
25 ans et moins	(ref)	(ref)	(ref)	(ref)	(ref)	(ref)
Sexe						
Homme	1.26	.90	.79	1.02	1.3	.93
Femme	(ref)	(ref)	(ref)	(ref)	(ref)	(ref)
Discussion sur l'élection						
De temps en temps	1.97**	2.34***	1.69*	1.60*	3.73	1.68*
Jamais	5.49***	3.49***	3.28***	2.85**	10.90***	3.61***
Souvent	(ref)	(ref)	(ref)	(ref)	(ref)	(ref)
Niveau de diplôme						
bac et plus	.92	.57**	.64*	.52***	.49*	.49***
moins du bac	(ref)	(ref)	(ref)	(ref)	(ref)	(ref)
Intérêt politique						
Intéressé	.76	.68	1.35	.88	.93	1.18
Pas intéressé	(ref)	(ref)	(ref)	(ref)	(ref)	(ref)
_cons	.00	.00	.00	.00	.00	.00
R2	7%	8,5%	5,5%	5,5%	13%	8,5%

[47] L'intitulé exact est : « lors de la campagne des élections [type], avez-vous parlé des élections avec vos amis ou votre famille ? Souvent, de temps en temps, jamais ». À noter que c'est l'activité la plus souvent pratiquée par les panélistes, loin devant le visionnage d'émissions télévisées, la lecture de journaux ou de tract ou la consultation de sites web, par exemple.

N	445	441	427	422	481	427

Sources : panel DYNAMOB, vagues 4, 6, 9, 12, 16 et 17. Pour maintenir une certaine homogénéité entre les modèles, l'intérêt politique a été déclaré en vague 1 et n'ont été retenus que les panélistes ayant participé à l'élection présidentielle et à une autre élection. *** signifie que le coefficient est significatif à p<0.01, ** à p<0.05 et * à p<0.10

La faiblesse des effectifs aboutit à ce que des variables classiques n'atteignent pas les seuils de significativité habituels. Néanmoins on retrouve les logiques connues de l'abstention. Les titulaires d'un baccalauréat ou plus ont significativement moins de chances de s'abstenir, pour la plupart des élections sauf les municipales. Le moratoire des années de jeunesse pèse dans le sens attendu d'une moindre participation, mais on ne dispose pas d'assez d'individus pour que coefficient soit significatif. Le panel DYNAMOB surestime la participation, mais les logiques du vote et du non-vote convergent avec celles des enquêtes participation de l'INSEE et des travaux nationaux et internationaux sur le sujet. On peut considérer que le panel DYNAMOB est biaisé en termes de niveaux de participation, mais pas en termes de structures.

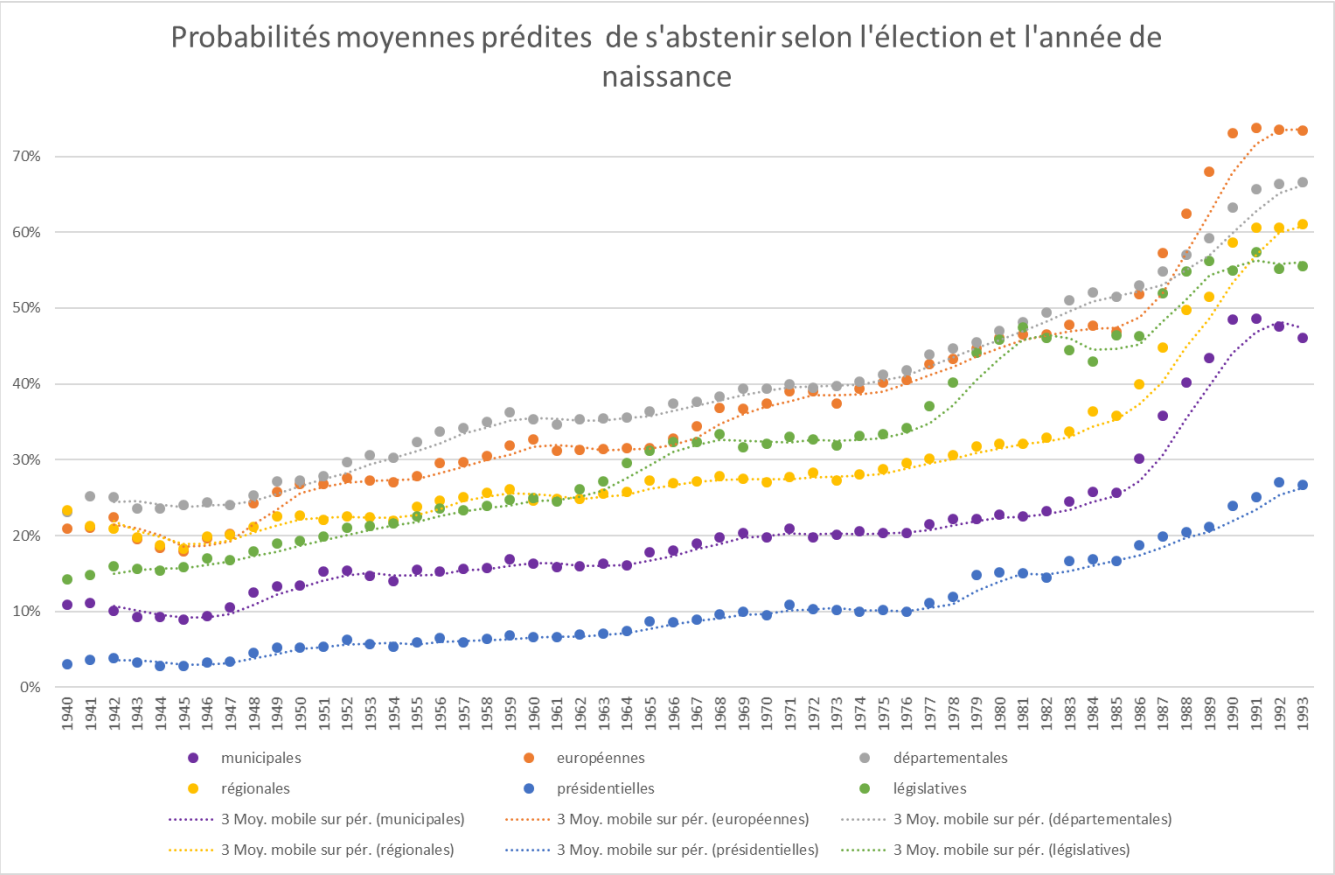
Trois enseignements de ces modèles sont particulièrement importants. D'abord, on constate que l'intérêt politique n'est pas significatif. Cela peut s'expliquer de deux manières. La cause peut être statistique. La dimension d'appétence politique que recouvre la variable d'intérêt politique est aussi couverte par la variable de discussion sur l'élection ; les deux variables seraient alors trop corrélées. La cause peut être substantielle et très éclairante : on peut supposer que le rôle de l'intérêt diffère selon les cohortes et les rapports aux votes qui y dominent. Les membres des cohortes anciennes votent par devoir et non par intérêt tandis que les membres des cohortes récentes intéressés par la politique s'éloignent de la pratique du vote. Leur appétence est donc de moins en moins prédictive de leur comportement face aux urnes. On va y revenir.

Ensuite, on constate un lien fort entre fréquence des discussions avec les amis ou les proches et chances de voter ou de s'abstenir. Si les individus n'ont jamais discuté de l'élection, ils ont généralement entre 2,8 et 5,5 fois plus de chances de s'abstenir que les panélistes qui en ont parlé souvent[48]. Ici se donne à voir l'effet pour chaque élection des réseaux interpersonnels et de l'effervescence électorale. Cette interprétation est d'autant plus plausible que la dimension d'appétence pour la politique est prise en compte par la variable intérêt politique. Ces rapports de chances significatifs sont le produit des discussions et incitations à parler politique en provenance des proches et non d'une disposition volontaire et affinitaire des panélistes à le faire.

Enfin l'année de naissance a bien un effet, dans le sens attendu : plus l'année de naissance est récente plus les chances de s'abstenir progressent. Surtout cet effet subsiste alors qu'on prend en compte le moratoire, ce qui confirme que le renouvellement générationnel accompagne bien un

[48] Pour l'élection présidentielle, le rapport de chances s'élève à 10 fois plus de chances de s'abstenir. Ceci s'explique par le faible nombre de panélistes qui n'ont jamais parlé de l'élection présidentielle : 6 % contre jusqu'à 20 % pour les élections européennes.

changement dans le rapport au vote qu'on ne peut réduire à une question de diplôme ou d'intérêt par exemple.

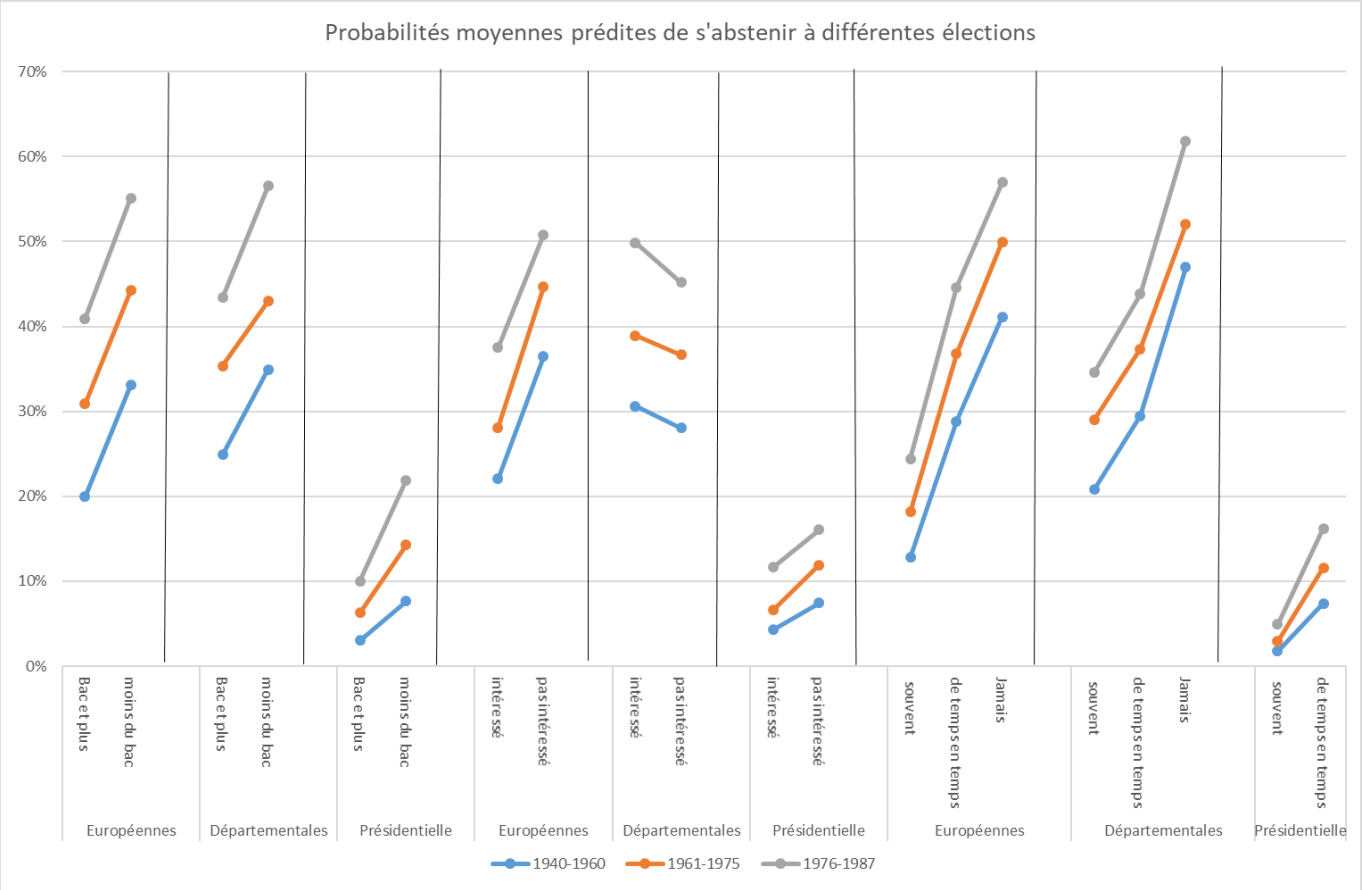


L'étude des probabilités prédites par les modèles de régression vient le confirmer. Il faut d'abord se pencher sur les panélistes nés dans la deuxième moitié des années 1980 et après. Parmi eux, la probabilité de s'abstenir progresse fortement. Attention cependant, il s'agit ici de l'impact de la variable moratoire, dont il faut se méfier puisqu'elle n'atteint pas les seuils de significativité[49]. Ensuite, un panéliste n'a pas les mêmes chances de s'abstenir selon qu'il s'agit d'élire un.e président.e, une liste municipale, un.e député.e ou une liste régionale, un tandem de conseillers départementaux ou une liste de député.e.s européen.ne.s. En cela, les panélistes de DYNAMOB se rapprochent des comportements de participation constatés à l'échelle de l'électorat. Enfin, les probabilités de s'abstenir sont de plus en plus une affaire d'élections à mesure que les individus sont nés récemment. Les probabilités de s'abstenir des panélistes nés dans les années 1940, oscillent entre 5 % et moins pour l'élection présidentielle de 2017 et 25 % environ pour les élections départementales de 2015. Pour les panélistes nés dans les années 1960 elles évoluent entre 6% et 10 % pour la présidentielle et entre 35 % et 39 % pour les élections départementales, et pour ceux nés dans les années 1970 elles passent de 10 % à 15 % pour l'élection présidentielle

[49] Il est néanmoins intéressant de constater que l'ampleur potentielle du moratoire varie selon le type d'élection. Elle est très faible pour la présidentielle, mais particulièrement forte pour les municipales, les européennes et les régionales.

à entre 39 % à 45 % pour les élections départementales. Les écarts passent donc de moins de 20 points pour les panélistes nés dans les années 1940 à plus de 30 points pour ceux nés dans les années 1970.

Ici on ne tient pas compte des différences entre panélistes en termes de niveau d'études ou de rapport à la politique. Dès lors qu'on les intègre dans l'analyse, on mesure encore mieux les évolutions du rapport au vote. On a été contraint pour des raisons d'effectifs de regrouper les panélistes en trois cohortes 1940-1960, 1961-1975, 1976-1987, tout en laissant hors de l'analyse ceux encore dans la période de moratoire.



Les effets conjoints du diplôme et des cohortes figurent par souci de cohérence avec la première partie de cette recherche. Le panel DYNAMOB présente les mêmes logiques explicatives. Plus un individu est diplômé, moins il a de chances de s'abstenir, et plus un individu est né récemment plus fortes sont ces chances de s'abstenir quel que soit son niveau de diplôme.

Les résultats les plus importants concernent l'interaction entre cohortes d'une part et intérêt pour la politique ou la fréquence des discussions politiques d'autre part. Pour l'intérêt politique, on comprend mieux sa non-significativité au vu des probabilités prédites par les modèles, notamment aux européennes. Les panélistes nés dans les années 1940 et 1950 ont les plus fortes chances de voter, mais les peu intéressés parmi eux s'avèrent plus souvent participatifs que leurs

homologues nés dans les années 1976-1987, y compris ceux d'entre eux qui se disent intéressés par la politique[50]. Les premiers sont bien dans la logique du vote de devoir : ils déclarent s'être déplacés alors que leur appétence pour la politique est faible et donc devrait plutôt les inciter à s'abstenir. Les seconds sont dans un rapport distant au vote : ils ont les compétences pour voter (notamment en termes de diplôme), certains en ont même la motivation (ils s'intéressent à la politique) et pourtant ils s'abstiennent. On a sans doute parmi eux des abstentionnistes d'indifférence qui préfèrent ne pas se déplacer parce qu'ils ont évalué les enjeux du scrutin et concluent à leur faible importance.

Votes, appétence et micropressions : de nouveau des différences de cohortes

Enfin, l'influence de la mobilisation par en bas se confirme, puisque l'impact de la discussion politique (contrôlée par le niveau d'intérêt politique) est tel qu'elle pèse plus que le niveau d'éducation sur la mobilisation aux urnes. Parmi la cohorte 1961-1975, le fait d'avoir un baccalauréat ou non fait varier la probabilité de s'abstenir de 13 points aux élections européennes et de 7 points aux élections départementales. En revanche, avoir souvent ou ne jamais discuté des élections induit dans la même cohorte des variations de 29 points pour les européennes et de 23 points aux élections départementales. La discussion et les réseaux sociaux qu'elle implique paraissent donc particulièrement importants dans la mobilisation ou non des électeurs.

D'ailleurs, il y a un lien entre génération et discussion sur les élections et ce lien permet aussi de comprendre les mécanismes qui amènent au décentrement du vote. Ils sont de plusieurs types. D'abord, les discussions autour des élections sont de moins en moins fréquentes parmi les cohortes récentes. Seuls 7 % des panélistes nés avant 1960 n'ont jamais parlé des législatives contre 15 % des membres de la cohorte 1961-1975 et 27 % de ceux de la cohorte 1976-1987. Pour les élections européennes, les proportions respectives sont de 13 %, 20 % et 30 %, pour les départementales de 14 %, 16 % et 30 %. Les différences se gomment pour les scrutins présidentielles et les scrutins municipaux, mais elles ne s'effacent pas complétement : de 4 % à 11 % pour la première et de 7 % à 14 % pour les municipales. Autrement dit, les cohortes récentes baignent dans un environnement et des réseaux pour lesquels les élections ne sont clairement plus autant dignes d'intérêt. Dès lors, plus une cohorte est récente moins ses membres n'auront l'occasion d'être informés et sensibilisés aux élections à venir, ou d'être rappelé au devoir civique.

De plus, cette plus ou moins grande fréquence des discussions selon les cohortes n'est pas qu'une question d'appétence politique. Bien sûr que dans chaque cohorte, plus on est intéressé par la politique, plus on aura de chances d'être inclus dans une discussion sur les élections, soit parce

[50] On avait déjà trouvé ce résultat à partir des *European Electoral Studies* (Vincent Tiberj, *op. cit* 2017, p.142)

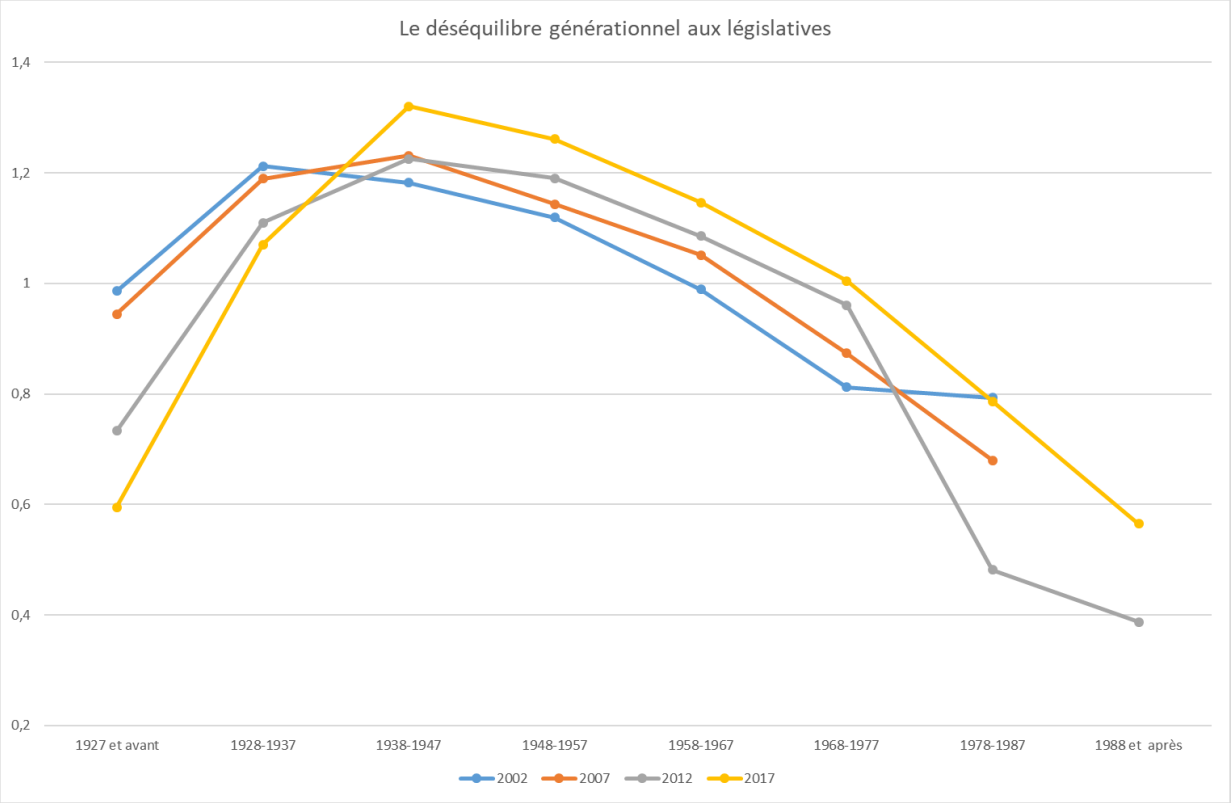
qu'on la suscite, soit peut-être parce que nos amis et proches sont aussi plus souvent politisés. Mais, les résultats varient selon les cohortes et l'appétence politique. Les membres de la cohorte des personnes nées avant 1960 même quand ils ne sont pas intéressés sont plus souvent confrontés à des discussions politiques que les cohortes qui suivent. Dans cette cohorte de baby-boomers 22 %, des peu ou pas intéressés n'ont jamais discuté des européennes, ils sont 18 % pour les élections départementales, 16 % pour les élections régionales, 10 % pour les élections législatives et 9 % pour l'élection présidentielle. Leurs homologues nés dans la période 1976-1987 peu ou pas intéressés sont 39 % à ne jamais avoir parlé des scrutins européens, 38 % pour les élections départementales, 33 % pour les élections législatives, 30 % pour les élections régionales contre 15 % pour les élections présidentielles. Autrement dit, les citoyens ordinaires baignent dans des réseaux de discussion plus ou moins favorables à faire transiter des informations sur les élections et clairement la situation est très différente entre la cohorte ancienne et les cohortes récentes. Parmi la première, même si l'appétence n'y est pas, il reste pour amener aux urnes le sens du devoir d'une part et les micropressions des proches d'autre part. Pour les secondes, on cumule les facteurs entravant le vote pour certains citoyens : une faible appétence pour la politique, une norme civique de moins en moins contraignante et des chances d'entendre parler des élections de plus en plus faibles. On comprend aisément pourquoi alors les chances de s'abstenir prédites par les modèles frôlent les 60 % aux élections départementales et aux élections européennes pour les non-discutants de la cohorte 1976-1987.

Enfin, selon la cohorte à laquelle ils appartiennent les citoyens intéressés n'ont pas non plus les mêmes chances de discuter des élections. Sans surprise les baby-boomers intéressés par la politique en parlent avec leurs proches : ils ne sont au maximum que 12 % à n'avoir pas discuté des élections européennes et 8 % pour les élections départementales, pour les autres élections ils se situent entre 0 % et 4 %. Mais dans la cohorte 1976-1987, les non-discutants intéressés sont entre 4 % pour l'élection présidentielle et 17% pour les élections européennes ou les élections départementales et 21 % pour les élections législatives, soit des proportions qui les rapprochent des citoyens peu ou pas intéressés nés en 1960 ou avant. Ici ce résultat est particulièrement surprenant. Soit ces post-baby-boomers intéressés s'insèrent plus souvent dans des réseaux sociaux eux-mêmes peu politisés la plupart du temps, sauf en cas de présidentielle. Soit la politique qui suscite leur appétence a de moins en moins à voir avec la sphère électorale.

Conclusion

Au terme de ces analyses, le renouvellement générationnel transforme, selon nous, effectivement le vote et la participation électorale. Il apporte sa part d'explication à côté des effets classiques dus aux inégalités sociales ou au cycle de vie. On ne va pas vers une augmentation de l'abstention systématique, mais bien vers celle du vote intermittent. L'élection présidentielle ramène aux urnes à la différence des autres scrutins. Surtout, on constate bien que l'intermittence des urnes n'est pas une affaire de cycle de vie et touche des cohortes dont les membres ont désormais atteint la quarantaine et pour les plus anciens se rapprochent de la cinquantaine. Autrement dit, les variations d'un scrutin à l'autre vont devenir de plus en plus importantes.

Les conséquences en termes d'influence dans les urnes des différentes cohortes pourraient à terme s'avérer particulièrement importantes. Aux élections législatives de 2017, les cohortes 1938-1947 et 1948-1957 pèsent 1,3 fois plus que leurs poids démographiques parmi les inscrits tandis que les électeurs nés après 1977 pèsent 0,7 fois leur poids aux inscrits. Et ces déséquilibres pourraient bien aller en s'accentuant à l'avenir. D'ailleurs les cohortes 1938-1947 et 1948-1957 voient leur poids s'accroître entre les législatives de 2002 et de 2017. Cette évolution ne serait pas préoccupante si les cohortes ne se distinguaient pas en termes d'intérêts ou de valeurs, mais on sait que ce n'est pas le cas. Par exemple, les républicains font leurs meilleurs score parmi les cohortes anciennes[51].



Sources : enquêtes participation de l'INSEE, calcul de l'auteur. Note de lecture : un score de 1 signifie que la cohorte pèse autant dans les urnes que dans l'électorat, un score de 0.5 qu'elle pèse deux fois moins dans les urnes que dans l'électorat et un score de 1.5 qu'elle pèse une fois et demie plus dans les urnes que dans l'électorat.

La progression du vote intermittent qu'on constate dans les générations post-baby-boom s'explique de deux façons. D'une part, on constate un changement de rapport au vote entre cohortes. Les plus anciennes restent marquées par le vote de devoir qui les amène à participer indépendamment de leur appétence pour la politique. Dans les plus récentes, appétence politique et vote sont de moins en moins liés, ce qui aboutit à ce que des individus même intéressés ne se déplacent plus.

[51] V. Tiberj, *Les citoyens…* op. cit.

La deuxième explication est collective : elle tient aussi à la moindre effervescence que suscitent les élections parmi les cohortes récentes. De manière générale, plus une cohorte est récente, moins ces membres ne discutent d'élections. Mais c'est désormais aussi le cas parmi leurs membres intéressés par la politique, sans doute parce que leur définition de la politique passe moins par les urnes et les élus et que leur répertoire d'actions intègre désormais d'autres moyens d'action.

Mais l'accumulation de ces effets est particulièrement importante notamment parmi les citoyens ordinaires, c'est-à-dire les citoyens les moins intéressés par la politique, mais aussi les moins diplômés. Par exemple, les ouvriers et employés de la cohorte 1978 et après ont pesé deux fois moins dans les urnes que leur poids aux inscrits aux élections législatives de 2012. C'est ici un résultat particulièrement préoccupant et qui interroge sur la capacité du système politique démocratique à entendre ces électeurs. Les post-baby-boomers diplômés et intéressés peuvent se passer du vote, considérer que d'autres moyens sont plus efficaces, notamment parce qu'ils ont les ressources pour se faire entendre autrement. Ils pétitionneront, adhérerons à des associations, se mobiliserons dans la rue ou par internet. Mais qu'en est-il des ouvriers, des employés, des peu diplômés ou des précaires de ces nouvelles générations ?Quand on analyse le recours à la manifestation la pétition ou au boycott dans les cohortes récentes, on constate à la fois une généralisation de leur acceptation, mais aussi un creusement des inégalités entre ceux qui y recourent et les autres, notamment entre les diplômés et les non-diplômés et entre les cadres et les employés ou ouvriers[52]. Autrement dit certains peuvent devenir des virtuoses de la participation et pour eux le vote n'est qu'un moyen parmi d'autres (et pas forcément le plus efficace) pour s'exprimer, tandis que d'autres, non seulement ne votent plus, mais ne protestent plus. Comment seront-ils alors entendus ?

[52] V Tiberj, *les citoyens… op. cit.*

Annexe 1 : un modèle alternatif d'analyse sociologique du vote (2002-2012)

Ne pas disposer de variables mesurant les inégalités sociales en général, ou ne pouvoir que prendre le diplôme, est naturellement frustrant. On ne peut que regretter l'impossibilité de pouvoir distinguer en 2017 les retraités en fonction de leur ancienne profession, ce qui équivaut à traiter un ancien ouvrier comme s'il était un ancien cadre, ce d'autant plus que cette possibilité existait dans les enquêtes précédentes. Clairement la profession et l'ancienne profession ont bien un impact sur le vote quand on limite l'analyse à la période 2002-2012.

	Pres. 1er tour	Lgl 1er tour	Lgl 1er tour	Pres. 1er tour	Lgl 1er tour	Lgl 1er tour
	1	2	3	1b	2b	3b
Femme	1.03**	1.02*	1.01	1.02	.99	.98
Homme						
Moratoire						
moins de 25 ans	.50***	.38***	.42***	.80***	.81***	.85***
de 25 à 29 ans	.59***	.40***	.41***	1.10**	1.08**	1.06
plus de 29 ans						
Grand âge						
de 75 à 79 ans	.91**	1.39***	1.54***	.72***	.84***	.92
de 80 à 84 ans	.64***	1.11***	1.40***	.50***	.70***	.85**
plus de 85 ans	.27***	.50***	.84***	.21***	.32***	.51***
moins de 75 ans						
Niveau d'études						
sans /primaire	.77***	.95***	1.04**	.69***	.77***	.85***
Baccalauréat	1.03	1.04**	1.04*	1.08***	1.13***	1.13***
Supérieur	1.11***	1.11***	1.09***	1.28***	1.43***	1.40***
SR/ en cours	.53***	.59***	.70***	.54***	.60***	.72***
Secondaire						
Profession						
Indépendant	.95	.85***	.84***	.98	.90***	.88***
prof. Intermédiaires	.96	.83***	.82***	1.00	.90***	.88***
Ouvriers / employés	.77***	.62***	.62***	.85***	.74***	.74***
Autres	.76***	.68***	.70***	.82***	.79***	.81***
Cadres et PIS						
Vote pres.						
Oui			10.65***			10.50***
Non						
Cohorte						
1927 et avant				1.00	1.05	1.11*
1928-1937				1.00	1.14***	1.17***
1948-1957				.88***	.77***	.77***
1958-1967				.69***	.53***	.54***
1968-1977				.52***	.34***	.36***
1978 et après				.39***	.22***	.23***
1938-1947						
Année						
2007	2.11***	.82***	.57***	2.18***	.86***	.59***
2012	1.70***	.73***	.53***	1.91***	.88***	.64***
2002						
Constante	4.68***	3.39***	.58***	5.60***	4.56***	.78***
R2	5,5%	3,5%	16%	6%	5,5%	17,5%
N	118317	118317	118317	118317	118317	118317

Les résultats sont clairs. D'abord prendre en compte la profession ne remet pas en cause les résultats pour les cohortes. Les plus récentes restent bien moins participatives aux législatives et aux présidentielles et tendent bien à plus à décrocher entre ces deux scrutins. Mais l'intérêt de ce modèle est aussi de mettre en avant l'impact de la profession ou de l'ancienne profession, impact qui vient donc s'ajouter à celui du diplôme par exemple. Les ouvriers et employés ont ainsi 1.4 fois plus de chances que les cadres de s'abstenir aux législatives ou de décrocher après les présidentielles.